

# La Zambie

## 1 Situation géographique

La Zambie, officiellement appelée **république de Zambie**, est un pays de l'Afrique subtropicale, enclavé entre le Congo-Kinshasa au nord-ouest, la Tanzanie au nord-est, le Malawi à l'est, le Mozambique au sud-ouest, le Zimbabwe, le Botswana et la bande de Caprivi appartenant à la Namibie, au sud, et l'Angola à l'ouest. Le pays couvre une superficie de 752 614 km<sup>2</sup> (la France: 547 030 km<sup>2</sup>) et est divisé en neuf provinces: Centre, Copperbelt, de l'Est, Luapula, Lusaka, du Nord, du Nord-Ouest, du Sud et de l'Ouest. Sa capitale, Lusaka, compte plus d'un million et demi d'habitants (estimation). Les autres villes principales, Kitwe-Nkana, Mufulira, Ndola et Luanshya sont toutes situées dans la province de la Copperbelt. Livingstone, capitale de 1907 à 1935, est la plus grande ville du Sud (avec 82 218 habitants). Anciennement, la Rhodésie était constituée de la Zambie (Rhodésie du nord) et du Zimbabwe (Rhodésie du sud).

## 2 Données démographiques

La population zambienne était estimée à 9,8 millions d'habitants en 2004. Les foyers de peuplement se concentrent dans le Centre, dans les provinces de la Copperbelt, de Lusaka, du Nord et de l'Est, ainsi que le long des voies ferrées. Plus de 50 % de la population vit dans les zones urbaines, la Zambie étant le pays d'Afrique dont le taux d'urbanisation est le plus élevé. Les provinces de Luapala, du Nord-Est et de l'Ouest sont moins peuplées.

La Zambie comprend plus de 70 communautés ethniques de langues bantoues. Les Bemba représentent environ 30 % de la population du pays; ils vivent dans le Nord-Est et dominent la région de la Copperbelt. Les Lozi, dans la province de l'Ouest, et les Tonga, dans celle du Sud, constituent les deux autres groupes principaux.

Les années qui ont suivi l'indépendance ont été marquées par des affrontements entre les Lozi et les Bemba, sans oublier la province de l'Ouest (un ancien protectorat britannique du Barotseland) qui est demeurée un territoire contesté, les Lozi réclamant l'application d'un accord conclu à l'indépendance, ce qui leur garantissait une représentation politique en échange de l'intégration à la Zambie.

Pour ce qui est de la religion, les trois quarts des Zambiens sont chrétiens, principalement catholiques (50 % de la population totale). Un peu moins d'un quart de la population est animiste. Les musulmans sont peu nombreux.

## 3 Données historiques

Au nord de Lusaka (Broken Hill), la découverte en 1921 d'un crâne de «l'homme de Rhodésie» (*Homo rhodesiensis*), daté de plus de 110 000 ans, témoigne de l'ancienneté du peuplement de la Zambie. Les Bochimans ont précédé les agriculteurs bantous qui s'établirent dans la région au cours du I<sup>er</sup> millénaire de notre ère. Au nord, de grands empires se sont constitués dans la savane. La commercialisation du cuivre a fondé la puissance des Lunda. Les Bemba, venus du Congo, se sont installés dans la région vers la fin du XVII<sup>e</sup> siècle.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, les Portugais, qui cherchaient à relier leurs territoires d'Angola et du Mozambique, pénétrèrent dans le pays. Ils ne furent pas les seuls à s'intéresser à la région. En 1835, les Angonis, une fraction zouloue, s'installèrent entre le lac Malawi et la rivière Luangwa. À la même époque, les Makololos, une tribu basoto, conduite par Sebituane, traversèrent le Haut-Zambèze et s'établirent dans le Barotseland.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, le pays était fragmenté en plusieurs États, parfois de petite taille. Par exemple, les Lozi résidaient au centre et au nord, mais d'autres ethnies, telles que les Chewa dans l'Est, les Bemba et les Lunda dans le Nord, occupaient d'autres régions. La traite des Noirs s'est développée durant tout le siècle, sous le contrôle des marchands de Zanzibar. Ce sont surtout les Portugais qui pratiquèrent l'esclavage dans cette région de l'Afrique. En voulant vendre leurs marchandises à certains Africains, ils n'avaient qu'à les échanger pour des esclaves noirs, ce qui était encore plus rentable. À leur tour, les Portugais n'avaient qu'à les vendre aux Français, aux Espagnols ou aux Britanniques.

### 3.1 La colonisation britannique

Dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, les Portugais, présents en Angola et au Mozambique, pénétrèrent dans le pays par l'intermédiaire des *pombeiros* (métis de Portugais et d'Africains), car, répétons-le, ils désiraient unir l'Angola et le Mozambique à travers le plateau central. Cette liaison, accomplie officiellement au XIX<sup>e</sup> siècle par l'explorateur portugais Serpa Pinto, entra en conflit avec les intérêts britanniques.

En 1851, l'explorateur écossais David Livingstone (1813-1873) entreprit l'exploration de la vallée du Zambèze. En 1890, la British South Africa Company, fondée par Cecil John Rhodes (1853-1902), étendit sa domination au Barotseland, à l'ouest, lors de la signature d'un traité avec les Lozis et se vit accorder par la Couronne britannique le droit d'administrer les pays situés au nord du fleuve Limpopo. Les territoires orientaux furent intégrés à l'Empire britannique lors de la conquête du **Nyasaland** (l'actuel Malawi). La **Rhodésie du Nord** (l'actuelle Zambie), rattachée à la colonie britannique du Cap, fut créée en 1911 tout en étant administrée par la compagnie de Cecil Rhodes; la capitale devint Livingstone à la place de Victoria Falls. En 1924, l'administration fut confiée à un gouverneur britannique, l'exploitation minière demeurant le monopole de la British South Africa Company. En 1935, l'Administration coloniales fut déplacée à Lusaka. L'exploitation des gisements de cuivre dans le nord du pays s'intensifia au début du XX<sup>e</sup> siècle, ce qui attira de nombreux Européens, puis des Africains du Nyasaland et de la Rhodésie du Sud (l'actuel Zimbabwe), plus agricole.

Pendant la période coloniale, des missionnaires anglicans s'installèrent dans les diverses régions du pays en ouvrant des églises, des hôpitaux et des écoles. Ils eurent beaucoup de succès dans leur travail d'évangélisation du fait qu'ils employèrent les langues locales. La Bible et d'autres ouvrages chrétiens furent traduits dans ces langues. Même les écoles des communautés religieuses utilisèrent les langues bantoues comme langues d'enseignement, du moins durant les quatre premières années du primaire. La langue anglaise ne fut pas favorisée par les missionnaires parce qu'ils croyaient que les langues locales constituaient des moyens de communication plus puissants auprès des populations indigènes. Pour cette raison, les missionnaires étudièrent les langues zambiennes et firent beaucoup pour les conserver vivantes.

La seule école dirigée par les laïcs britanniques fut l'École nationale de Barotse, fondée en 1907 à Kanyonyo. Elle demeura sous la responsabilité de la British South African Company jusqu'à 1929 tout en poursuivant la politique des missionnaires: le **silozi** fut employé comme langue d'enseignement de la première jusqu'à la quatrième année, pour ensuite introduire progressivement l'anglais. Pour le reste, l'éducation resta le domaine exclusif des missionnaires. Lorsque le ministère des Colonies (Colonial Office) reprit en mains l'administration de la Rhodésie du Nord en 1924, il institua une commission afin d'examiner le système éducatif dans ses colonies et trouver des moyens d'améliorer la situation. La Commission Stokes (appelée la Phelps) recommanda ensuite au gouvernement britannique de rendre l'anglais la langue officielle de l'éducation et des affaires de l'Administration. En même temps, la Commission considérait que les langues locales ne devaient être employées que pour la conservation des valeurs nationales et identitaires; le Commission estimait aussi son intérêt pour l'enseignement des langues africaines, surtout pour développer la main-d'oeuvre dans les secteurs de l'agriculture et d'industrie. En 1928, suite aux recommandations de la Commission Stokes, quatre langues principales locales furent choisies pour servir comme «langues officielles des écoles africaines»: le cibemba, le cinyanja, le citonga et le silozi. Ces langues devaient être employées dans les écoles publiques en tant que langues d'enseignement durant les quatre premières années du primaire. En 1930, parce qu'il n'y avait aucune langue véhiculaire dans le pays, le Bureau consultatif pour l'Éducation indigène (Advisory Board for Native Education) a trouvé nécessaire d'offrir des cours d'anglais dans les écoles zambiennes une fois que les enfants eurent appris les compétences minimales en lecture et en écriture dans les langues locales.

En 1943, le gouvernement britannique recommanda que, durant les quatre premières années de leurs études, les langues locales soient enseignées aux enfants du primaire. Quant à l'anglais, il devait être employé comme matière d'enseignement en quatrième année du primaire pour être dispensé comme langue d'enseignement par la suite. La politique fut modifiée en 1950 lorsque les langues locales ne furent enseignées que durant les deux premières années du primaire, pour être remplacées par une langue véhiculaire dominante jusqu'en cinquième année. Ensuite, l'anglais remplaçait définitivement les langues locales.

Le gouvernement central, dirigé par lord Malvern et sir Roy Welensky fut calqué sur le système politique de la Rhodésie du Sud. Pour la Rhodésie du Nord, la lutte pour l'indépendance supposait d'abord la dissolution de la fédération.

En 1959, **Kenneth Kaunda**, surnommé le «Gandhi noir» (ou «Gandhi africain») en raison de sa lutte pacifiste pour l'accèsion de la majorité noire au pouvoir, fonda l'UNIP (l'United National Independence Party : Parti de l'indépendance nationale unie). Il déclencha, en 1961, une vaste campagne de désobéissance civile. Le nationalisme zambien s'accrut avec Kaunda qui finit par voir raison du système britannique. Vers la fin de 1963, au terme de négociations menées à Londres, la fédération de Rhodésie-Nyasaland fut dissoute.

En 1963, le gouvernement de la Rhodésie du Nord demanda à l'UNESCO d'étudier le système d'éducation et trouver des voies d'amélioration. Selon les recommandations du Rapport Radford, il était prévu d'adopter l'anglais comme unique langue de l'éducation dans toutes les écoles primaires. Le rapport prévoyait une amélioration de la qualité de la langue écrite et parlée, une meilleure connaissance d'une grande langue de communication, une amélioration du niveau de l'éducation en raison de l'apport de la littérature anglaise, un bien-être plus grand dans tout le cursus éducatif, l'avantage de pouvoir transférer les compétences acquises en anglais dans les langues africaines.

## 5.2 Après l'indépendance

Après la victoire de l'UNIP (Parti de l'indépendance nationale unie) de Kenneth Kaunda aux élections portant sur l'autonomie interne, la Rhodésie du Nord accéda, en octobre 1964, à l'indépendance sous le nom de **Zambie**. Les premières années furent marquées par des rivalités ethniques, les affrontements opposant notamment les Lozis, qui s'estimaient lésés par le pouvoir, et les Bembas, majoritaires. Le président Kaunda, en réaction aux conflits ethniques et aux grèves qui se multipliaient dans les mines, durcit son régime. Les pouvoirs furent massivement concentrés entre les mains du président et un régime de parti unique se dessina.

C'était maintenant au nouveau gouvernement pour prendre les décisions quant aux recommandations du Rapport Radford sur l'éducation. Par la *Loi sur l'éducation* de 1966 et la loi no 312 du 2 novembre 1966, le gouvernement imposa l'anglais comme seule langue d'instruction de la première année du primaire jusqu'à l'université. Paradoxalement, il a fallu que la Zambie soit indépendante, et par surcroît dirigée par un gouvernement nationaliste, pour que l'anglais soit imposé dans tout le système d'éducation. Les responsables du ministère de l'Éducation crurent que les élèves seraient ainsi libérés de la «perturbation émotionnelle» qui survient lorsqu'ils passent de la langue vernaculaire à l'anglais, qu'on aiderait les élèves à acquérir une langue plus flexible et au vocabulaire plus riche, que l'étude de l'anglais serait facilitée pour les niveaux secondaire et universitaire, que le pays assisterait à un développement intensif de l'éducation. Tout en mettant en oeuvre les principales recommandations du Rapport Radford, le gouvernement nationaliste de Kenneth Kaunda n'a pas abandonné complètement l'enseignement des langues locales. Sept langues nationales furent reconnues comme matières d'enseignement sur une base régionale: le bemba, le kikaondé, le silozi, le lunda, le luvalé, le nyanja et le tonga. Le résultat de cette politique en éducation fut que seulement ces langues se développèrent un peu plus au détriment des autres. Dans les faits, peu de langues furent utilisées dans les écoles, car le statut des langues zambiennes était peu valorisé par la population, sauf dans des circonstances très spéciales.

En 1968, les sièges réservés aux Blancs à l'Assemblée nationale furent supprimés, puis les partis politiques, à l'exception de l'UNIP, furent interdits. En 1973, le régime de parti unique fut institutionnalisé. En éducation, le ministère de l'Éducation nationale proposa en 1975 un retour à la pratique antérieure lorsque les langues locales étaient enseignées durant les quatre premières années du primaire. Mais la proposition fut rejetée par le gouvernement et, en 1977, la réforme éducative a réaffirmé l'usage de l'anglais comme seule langue de l'éducation du primaire jusqu'à l'université. Toutefois, le Ministère avisait les enseignants qu'ils pouvaient expliquer, dans l'une ou l'autre des sept langues éducatives reconnues, les concepts difficilement compris par une majorité d'élèves dans une classe.

Le président **Kenneth Kaunda** encouragea la guérilla nationaliste, financée notamment par la Chine et l'Union soviétique, contre le pouvoir blanc de la Rhodésie du Sud, mais maintint toujours de bonnes relations avec les pays occidentaux. Cependant, la situation intérieure en Zambie ne cessait de se dégrader. Kaunda fut réélu pour un sixième mandat présidentiel en 1988, à l'issue d'une élection sans opposition. Mais la crise économique, l'exode rural et l'essor démographique firent naître la corruption dans l'administration et l'insécurité dans les villes. Kaunda dut faire face, en 1990, à de violentes émeutes, provoquées par la fin du blocage des prix.

Après l'échec d'une tentative de coup d'État en juin, Kaunda accepta de modifier la Constitution pour autoriser le multipartisme. Le MMD (Movement for Multiparty Democracy) de Frederick Chiluba triompha aux élections législatives de 1991, emportant 80 % des sièges, puis à l'élection présidentielle (81 % des suffrages) de 1991. Ces premières consultations électorales libres depuis l'indépendance furent toutefois marquées par une forte abstention. Kaunda était resté en fonction durant 27 ans.

Le nouveau gouvernement de Frederick Chiluba ne parvint pas à juguler la crise économique, ce qui suscita de vives contestations. Les élections législatives d'octobre 1996 et présidentielle de novembre 1996 reconduisirent néanmoins au pouvoir le président Chiluba et son parti, le MMD. Le régime du président Chiluba se durcit encore davantage avec la déclaration, le 29 octobre 1997, de l'état d'urgence (à la suite d'une tentative de coup d'État militaire) et l'arrestation d'opposants.

En janvier 2002, le président Chiluba fut remplacé par Levy Patrick Mwanawasa. Le président élu en 2002 est Levy Patrick Mwanawasa, issu du MMD (Movement for Multi-Party Democracy). Toutefois, le président Mwanawasa subit un lourd héritage politique et se voit confronté à de multiples contraintes internes et externes. Au sein de la population zambienne, il passe pour une «marionnette de Chiluba» et il lui paraît difficile s'affranchir de cette réputation, à moins qu'il ne change radicalement les anciens cadres politiques du MMD.

## **4 La politique linguistique**

La Zambie n'a pas une politique linguistique très développée. L'anglais est la langue officielle de l'État et reconnaît sept «langues principales» en éducation. Beaucoup de Zambiens parlent quatre ou cinq langues (surtout le bemba, le tonga, le nyanja et le lozi, en plus de leur langue maternelle), en les mélangeant lorsqu'ils parlent entre eux.

### **4.1 La langue de l'État**

L'anglais reste la seule langue du Parlement. C'est la langue des débats, des lois et des règlements. L'article 64 précise que, pour devenir membre de l'Assemblée nationale, il faut savoir lire, écrire et parler la langue officielle de la Zambie:

### **4.2 Les langues de l'éducation**

L'anglais demeure la langue normalement dispensée à tous les niveaux de l'enseignement, du primaire jusqu'à l'université. En 1992, le ministère de l'Éducation nationale a publié un document politique intitulé *Focus on Learning* («Convergence sur l'apprentissage»), qui remplaçait la réforme éducative de 1977 et mettait l'accent sur les langues locales. On y lisait notamment: «L'importance des langues locales doit être mise en évidence pour s'assurer qu'elles contribuent significativement à l'apprentissage jusqu'à la huitième année.» En 1994, le Centre de développement des programmes d'études du ministère de l'Éducation nationale a préparé un autre document concernant le programme d'études des écoles primaires; il était intitulé *The Structure of the New School Curriculum* («Structure du nouveau programme d'études scolaires») dans lequel il était à nouveau recommandé que les langues maternelles et les grandes langues locales (bemba, kikaondé, silozi, lunda, luvalé, nyanja et tonga) soient employées comme des langues d'enseignement durant les quatre premières années du primaire. Mais cette recommandation n'a jamais été appliquée et elle est demeurée lettre morte.